



**HAL**  
open science

# Le rôle des catholiques dans le rapprochement culturel franco-allemand après la Seconde Guerre Mondiale

Emmanuelle Picard

► **To cite this version:**

Emmanuelle Picard. Le rôle des catholiques dans le rapprochement culturel franco-allemand après la Seconde Guerre Mondiale. *Kirchliche Zeitgeschichte*, 2001, 2, pp.513-532. hal-00585865

**HAL Id: hal-00585865**

**<https://hal.science/hal-00585865>**

Submitted on 15 Apr 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*Sonderdruck aus*

# Kirchliche Zeitgeschichte

**Internationale Halbjahreszeitschrift für Theologie  
und Geschichtswissenschaft  
14. Jahrgang · Heft 2/2001**

## KZG

### **Themenschwerpunkt**

**Kirchen und Religionen · Frankreich – Deutschland  
Antagonismen und Annäherung  
im 19. und 20. Jahrhundert**

**Vandenhoeck & Ruprecht**

---

## Le rôle des Catholiques français dans le rapprochement franco-allemand après la Seconde Guerre Mondiale

Emmanuelle Picard

---

Le rapprochement franco-allemand au XX<sup>e</sup> siècle a une longue histoire articulée autour de deux étapes principales. Les premières tentatives ont vu le jour dans l'entre-deux-guerres durant la période désignée sous le nom d'«ère de Locarno». Dans un contexte de détente internationale et de projet d'union européenne, les mouvements en faveur de l'entente franco-allemande se sont multipliés. Parmi eux, les Catholiques ont joué un rôle non négligeable<sup>1</sup>. Lors de la seconde étape, qui prend place au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, ce sont eux qui seront au centre des initiatives de rapprochement franco-allemand, devançant largement les autres groupes intéressés à la question et contribuant à fixer durablement les formes du travail franco-allemand en matière d'échanges culturels<sup>2</sup>.

Cette permanence de la présence catholique en matière de rapprochement franco-allemand impose de s'interroger sur les raisons et les conditions qui l'ont rendue possible et qui lui ont permis de s'imposer finalement comme le moteur essentiel. Si l'intérêt qu'une partie du catholicisme français porte à l'Allemagne est constant, et nous en verrons de nombreux exemples, ce sont les transformations profondes du contexte dans lequel s'inscrit le rapprochement franco-allemand qui permettent de comprendre le changement d'échelle et de nature avec le passage d'une action ponctuelle et relativement isolée avant la Seconde Guerre mondiale à une prise en charge plus générale et dominante par la suite.

Après un rapide retour sur les expériences menées dans l'entre-deux-guerres qui forment le socle sur lequel s'appuiera l'action ultérieure, nous nous intéresserons à celle-ci dans deux dimensions principales: les réalisations qui se revendiquent comme étant étroitement liées au catholicisme dans un premier temps; puis, l'analyse de l'importance des chrétiens (et

---

<sup>1</sup> Jean-Claude Delbreil, *Les Catholiques français et les tentatives de rapprochement franco-allemand (1920-1933)*, Metz 1972.

<sup>2</sup> Cf. Emmanuelle Picard, *Des usages de l'Allemagne. Politique culturelle en Allemagne et rapprochement franco-allemand, 1945-1963. Politique publique, trajectoires, discours*, Thèse de doctorat d'histoire, Institut d'Études politiques de Paris 1999.

non des seuls catholiques) impliqués individuellement et sans revendication confessionnelle dans le processus de rapprochement franco-allemand après 1945.

*Les catholiques français face à l'Allemagne avant 1945:  
une expérience fondatrice*

En 1945, l'héritage des catholiques français concernant l'Allemagne est loin d'être négligeable. En effet, depuis l'entre-deux-guerres, le rapprochement franco-allemand est l'objet d'une attention particulière dans certains milieux catholiques français<sup>3</sup>. Outre l'intérêt que voit l'Église à défendre un idéal de paix qui correspond parfaitement au message qu'elle adresse au monde, la conjoncture française de l'entre-deux-guerres est plus spécifiquement marquée par le contexte de la lutte contre l'Action française, condamnée en 1926. Militer pour la paix en général, et pour le rapprochement avec l'Allemagne plus spécifiquement, est une manière de lutter contre l'influence de Charles Maurras sur les catholiques français. Ceci explique en partie l'importance de la participation d'un Marc Sangnier, et plus largement de l'ensemble du mouvement démocrate-chrétien, à cette œuvre de rapprochement des années vingt. Marc Sangnier noue des relations avec les catholiques allemands dans le cadre de l'Internationale démocratique dès 1920. Des congrès annuels se tiennent entre 1921 et 1931, dont le plus célèbre est celui de Bierville en 1926. S'il ne s'agit pas d'initiatives spécifiquement franco-allemandes, les relations entre la France et l'Allemagne en constituent cependant un élément central. Des thèmes identiques (internationalisme, jeunesse, préoccupation franco-allemande) se retrouvent dans une partie de la presse catholique comme *Les Chroniques sociales*, *Les dossiers de l'Action populaire*, *Le Bulletin catholique international*.

Cependant, pour une partie du catholicisme français, les questions franco-allemandes accèdent à une dimension spécifique. Les Dominicains de Juvisy, éditeur de la revue *La Vie intellectuelle*, prennent contact en 1928 avec l'Association catholique des universitaires allemands. Ils invitent un groupe de catholiques allemands à participer à la semaine des écrivains catholiques qui se tient en France. L'année suivante, des catholiques français se rendent à Berlin pour une nouvelle rencontre entre écrivains. Aux côtés des Dominicains, on trouve des représentants des *Semaines Sociales*, de l'Action populaire, de l'A.C.J.F., des rédacteurs des *Études* ainsi que des membres du P.D.P.<sup>4</sup>. En 1931 et 1932 ont lieu des rencontres entre professeurs français et allemands, auxquelles parti-

<sup>3</sup> Delbreil, *Les Catholiques*, op. cit. (note 1).

<sup>4</sup> *La Vie Intellectuelle* (20 avril 1930).

cipent entre autres Hermann Platz, Maurice Vaussard et Jean Lacroix (qui vient de l'équipe d'*Esprit*). *La Vie intellectuelle* présente ces réunions dans ses pages et en publie les rapports intégraux<sup>5</sup>. Les Dominicains s'intéressent également au théologien et philosophe, Peter Wust, dont *La Vie intellectuelle* expose la pensée et auquel elle ouvre ses colonnes à plusieurs reprises<sup>6</sup>. Elle donne directement la parole à des représentants du groupe des professeurs catholiques allemands, comme Waldemar Gurian de l'Université de Bonn qui dresse un tableau de la situation politique de l'Allemagne au début de 1931 et dénonce le danger de l'hitlérisme<sup>7</sup>. Puis elle accueille dans son équipe un journaliste exilé, Türmer. Si les contacts individuels se distendent avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, l'équipe des Dominicains n'en garde pas moins un intérêt continu tout au long des années trente pour toutes les questions concernant l'Allemagne<sup>8</sup>.

L'exemple des Dominicains de Juvisy, dont l'intérêt pour les questions allemandes est constant durant tout l'entre-deux-guerres, permet de souligner l'un des aspects principaux du rapprochement franco-allemand avant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'une reconnaissance mutuelle et d'une réflexion commune entre intellectuels catholiques français et allemands, dont l'essence est l'interrogation sur la place du catholique dans la cité. Dans une moindre mesure, on retrouve une préoccupation identique dans l'engagement des mouvements de jeunesse autour de Marc Sangnier aussi bien que dans les écrits de Robert d'Harcourt, titulaire de la chaire de langue et de civilisation allemande à la Faculté catholique de Paris. Durant la courte décennie qui va de 1925 à 1933, la participation catholique aux «relations culturelles» franco-allemandes s'inscrit dans un courant plus vaste de rapprochement, tout en privilégiant l'appartenance confessionnelle: les groupes comme les individus se revendiquent comme catholiques et c'est à ce titre, et vers d'autres catholiques, qu'ils agissent. Même s'il est impossible de mesurer le nombre exact de catholiques impliqués dans ces opérations, et sans oublier qu'ils ne forment qu'une minorité des catholiques français, il faut souligner qu'il s'agit le plus souvent des plus militants d'entre eux<sup>9</sup>. À ce titre, leur petit nom-

<sup>5</sup> Les réunions franco-allemandes de professeurs catholiques, in: Documents de la Vie intellectuelle (mars 1932).

<sup>6</sup> Peter Wust, La renaissance de la métaphysique dans la philosophie allemande contemporaine, in: *La Vie intellectuelle* (mai et décembre 1930).

<sup>7</sup> La crise politique de l'Allemagne, in: *La Vie intellectuelle* (mars 1931).

<sup>8</sup> *La Vie intellectuelle*, avec Sept et L'Aube, mène une réflexion sur le national-socialisme plus élaborée que celle que l'on trouve en général dans la presse confessionnelle, les articles de Robert d'Harcourt mis à part. Cf. Christophe Ponson, L'information sur le nazisme dans la presse catholique française entre 1933 et 1938, in: Xavier de Montclos (dir.), *Églises et Chrétiens dans la seconde guerre mondiale*, T. 2: *La France*, Lyon 1982, 17-32.

<sup>9</sup> En excluant bien sûr les partisans de l'Action française et autres mouvements d'extrême-droite.

bre n'empêche pas qu'ils acquièrent à cette occasion une véritable formation au sujet des relations franco-allemandes qu'ils pourront réutiliser par la suite. Ils posent ainsi les cadres principaux selon lesquels l'action entreprise après-guerre pourra se réinvestir: les rencontres à tous les niveaux (jeunesse, cadres, professionnels, intellectuels) et l'information au sujet des réalités allemandes et françaises. Ces premières expériences dans le travail de rapprochement franco-allemand vont être la matrice de l'œuvre engagée dans les décennies suivantes. Les catholiques impliqués dans les relations franco-allemandes ne sont pas forcément les mêmes (on voit ainsi les Jésuites succéder aux Dominicains), même si une partie d'entre eux ont participé dans leur prime jeunesse aux rencontres franco-allemandes du début des années trente; en revanche, les formes de leur action s'inscrivent largement dans l'héritage de leurs prédécesseurs.

Cette préoccupation allemande d'une partie du catholicisme français a en effet survécu au nazisme et à la guerre. D'abord parce qu'une partie de la Résistance est catholique et qu'elle montre durant l'occupation un intérêt réel pour le devenir de l'Allemagne à l'issue du conflit<sup>10</sup>. Ensuite parce qu'elle va trouver dans la situation de 1945, l'occasion d'un réel investissement en faveur des Allemands et du rapprochement avec la France. En effet, l'Allemagne de 1945 offre les conditions d'une participation nouvelle: pays occupé par les puissances victorieuses, elle accueille avec largesse ceux qui veulent y faire œuvre utile. Dans l'optique de rééduquer les Allemands et de leur enseigner la démocratie, la France, encore plus largement que les autres occupants, va développer un important dispositif administratif d'action culturelle en usant largement des facilités matérielles et pécuniaires que lui confère son statut d'occupant. Aux côtés de l'appareil public, elle va également financer des actions privées qui travaillent dans la même direction et, ce faisant, doubler ses moyens d'intervention. Les catholiques, à divers titres, vont être partie prenante de ces deux dimensions publique et privée et renforcer l'efficacité de leur action en construisant des liens étroits entre les deux, au point qu'ils en viendront à représenter la partie la plus visible et la plus pérenne des réalisations en matière de rapprochement franco-allemand.

S'intéresser aux catholiques français engagés dans le rapprochement franco-allemand suppose de prendre en compte deux dimensions. Ils ont agité d'une part dans la lumière en revendiquant clairement leur position confessionnelle; c'est le cas des initiatives privées menées par les Jésuites; ils ont d'autre part participé largement aux initiatives privées et publiques, de façon individuelle et sans revendiquer au premier motif de leur engagement cette dimension confessionnelle. Mais l'étude approfon-

<sup>10</sup> Cf. différents témoignages, in: Montclos (dir.), *Églises et Chrétiens*, op. cit. (note 8); ou encore Renée Bédarida, *Les Armes de l'esprit. Témoignage Chrétien (1941-1944)*, Paris 1977.

die des réseaux et des liens que les uns et les autres entretiennent permet finalement de conclure à leur prééminence en tant que représentants d'une vision du monde. Pour la clarté de la démonstration, nous commencerons par présenter les réalisations les plus directement revendiquées comme catholiques, avant d'étudier leur inscription dans un mouvement plus général.

*L'engagement catholique en faveur  
du rapprochement franco-allemand après 1945*

Avec l'initiative prise par l'un des leurs, le père du Rivau, de créer le Bureau international de Liaison et de documentation (B.I.L.D.) en juillet 1945, les Jésuites remplacent les Dominicains présents avant-guerre sur le devant de la scène en matière de rapprochement franco-allemand. Dans les années trente, les Jésuites s'étaient plus illustrés par un pacifisme d'Église tourné vers les élites et l'espace intellectuel<sup>11</sup> que par une mobilisation militante en faveur du rapprochement franco-allemand. Celle-ci, en s'incarnant dans la création du père du Rivau, emprunte cependant également à une forme héritée du militantisme jésuite, celle de l'Action populaire<sup>12</sup>.

À l'origine, la création du B.I.L.D. n'est pas une décision de l'ordre mais au contraire le fruit d'une initiative individuelle. Le père du Rivau est aumônier militaire de la garnison française basée à Offenbourg. Ayant constaté l'absence d'informations dont disposaient les Allemands sur le reste du monde et la méconnaissance des Français sur les problèmes de l'Allemagne de 1945, il décide de mettre sur pied un centre d'information et de documentation sur l'Allemagne et la France, autour de deux revues jumelles: *Documents* en français et *Dokumente* en allemand. L'équipe d'origine se compose d'un petit groupe de jésuites (du Rivau, Jean Weydert et Roger Heckel), auquel s'adjoignent des jeunes Français et des jeunes Allemands recrutés par petites annonces ou par le bouche-à-oreille (Mager, Wintzen, Dupleix, Bourel). Le père du Rivau fait appel par la suite à quelques journalistes professionnels (Baumgartner, Wiss-Verdier) dans le but de conférer une autre dimension à ses publications.

Cette entreprise individuelle réussit à faire reconnaître définitivement sa légitimité à la hiérarchie catholique après un conflit qui l'oppose aux

<sup>11</sup> Cf. Emmanuelle Picard/Bruno Goyet, *Les mouvements catholiques pour la paix à travers les papiers du père Yves de la Brière (s.j.)*, in: *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 30 (1993), 14-20.

<sup>12</sup> Cf. Paul Droulers (s.j.), *Politique sociale et christianisme: le père Desbuquois et l'Action populaire*, Paris 1981.

Jésuites allemands<sup>13</sup>. La province d'Allemagne dénonce la situation exceptionnelle dont bénéficie l'association du Père du Rivau et en particulier ses revues, alors que celles des Jésuites allemands ont du mal à paraître à la même époque; à tel point que la province de Paris décide en 1949 de mettre fin à l'expérience en nommant le père du Rivau à la tête du collège de Vannes. Son successeur à Offenbourg, le père Chevalier, désigné par la hiérarchie pour procéder à la liquidation de l'association, parvient à la convaincre de l'utilité de l'entreprise. Au début des années cinquante, c'est le père Guervel, fidèle de la maison B.I.L.D. depuis 1946, qui la prend en charge, assurant sa pérennité. Dès lors, le bureau et sa revue continuent leur action sous la responsabilité morale d'un membre de la compagnie, mais dirigés par une équipe de laïcs, et sous couvert d'une reconnaissance de la hiérarchie catholique<sup>14</sup>.

Le père du Rivau ne bénéficie pas d'une aura intellectuelle particulière dans la Compagnie. Mais en revanche, il peut s'appuyer sur les réseaux de celle-ci pour faire connaître ses réalisations. Les *Études* publient régulièrement des encarts publicitaires à propos de *Documents*, mais également des articles des membres du B.I.L.D. (les pères Guervel et Weydert en 1951-1952, Jean-Jacques Baumgartner en 1956, René Wintzen et Antoine Wiss-Verdier en 1956) sur l'Allemagne, ou encore sur des opérations organisées par l'association, comme l'aide aux réfugiés au début des années cinquante. Par ailleurs, le bureau d'Offenbourg sert de centre d'accueil pour différents représentants du catholicisme français: en 1952 par exemple, il reçoit les visites du père de Maydiou, directeur de *La Vie intellectuelle*, de l'abbé Chartier de la *Chronique sociale*, l'abbé Lalande de «Pax Christi»<sup>15</sup>. L'inscription de l'association dans les réseaux catholiques est ainsi l'occasion de toucher la plupart des composantes du catholicisme intellectuel non conservateur. Sur place, l'aide apportée à différents niveaux par l'administration française d'occupation permet à l'œuvre du B.I.L.D. de se développer de façon importante.

Sur le terrain, le B.I.L.D. va renouer avec des pratiques déjà anciennes, l'organisation de rencontres franco-allemandes et innover en créant deux revues jumelles spécialisées. L'idée d'organiser des lieux de confrontation, où se retrouvent Français et Allemands prend son origine dans la période de l'entre-deux-guerres<sup>16</sup>. Mais la conjonction d'une situation spécifique après 1945 (l'occupation française et les moyens qu'elle offre) et de

<sup>13</sup> Il semblerait que dès le début, Rome ait perçu cette réalisation de façon tout à fait positive. Entretien avec le R. P. Guervel, 26 septembre 1996.

<sup>14</sup> Cf. Pierre Chenaux, *Une Europe vaticane? Entre le Plan Marshall et les Traités de Rome*, Bruxelles 1990, 80s.

<sup>15</sup> Lettre aux amis du B.I.L.D., 1 (décembre 1952), document multigraphié, 3. Archives Françaises de l'Occupation en Allemagne et en Autriche (AFOAA/Colmar), AC (302-1a).

<sup>16</sup> Cf. Hans-Manfred Bock/Reinhart Meyer-Kalkus/Michel Trebitsch (dir.), *Entre Locarno et Vichy. Les relations culturelles franco-allemandes dans les années trente*, Paris 1993.

l'adéquation de ces actions avec les évolutions politiques des relations franco-allemandes leur confèrent alors une portée sans précédent. Les premières rencontres spécialisées concernent les écrivains catholiques. Une première rencontre a lieu à Lahr, en pays de Bade, sous les auspices du B.I.L.D. entre le 25 et le 29 août 1947. Elle réunit, entre autres, des représentants d'*Esprit* avec Emmanuel Mounier et Bertrand d'Astorç, de *Témoignage Chrétien* avec Dubois-Dumée et le père de Lubac, des *Études* avec le père du Bosc mais aussi d'Économie et Humanisme avec le père Lebrer, et, du côté allemand, Walter Dircks et Eugen Kogon, fondateurs des *Frankfurter Hefte*, revue proche d'*Esprit*. Si le B.I.L.D. a pris en charge l'initiative et sa réalisation, c'est avec l'appui des services français. Le choix d'un site allemand s'est imposé devant l'impossibilité de faire venir en France les écrivains allemands. Le délégué du Cercle, donc membre de l'administration civile du Gouvernement militaire, a pris en charge les conditions d'accueil sur place et mis à la disposition des invités la maison de la jeunesse de la ville. Le thème n'est ni la réconciliation franco-allemande, ni même l'étude des relations entre les intellectuels des deux pays, mais la place de l'écrivain catholique dans la cité, en particulier dans ses relations avec la démocratie et le socialisme<sup>17</sup>. Elle sera suivie d'une seconde rencontre en France, dans l'abbaye de Royaumont, l'année suivante. Dans une perspective comparable, le B.I.L.D. organise également en 1948 une rencontre de sociologues français et allemands, dont l'unité réside dans leur appartenance au monde catholique. Les représentants français comprennent plusieurs personnalités du groupe Économie et Humanisme, les RR. PP. Desroches, Jarraud de Verrac, Lainé et Suavet, le R.P. Joseph Folliet, secrétaire des Semaines sociales, le R.P. du Roy du Bureau International du Travail et les RR. PP. Villain et Bigo de l'Action populaire. Ce faisant, le B.I.L.D. cherche à mettre «en présence des gens qui pourraient ensuite agir dans leurs pays respectifs»<sup>18</sup>. En 1950, c'est une session d'étude franco-allemande qui se déroule à Lamorlaye autour du thème du chrétien et de la politique; en 1952, la rencontre concerne les problèmes de l'Église missionnaire et son rôle dans le monde contemporain.

Si la dimension catholique reste importante tout au long de la période, elle laisse cependant une large place à des rencontres professionnelles non confessionnelles. Les rencontres d'écrivains organisées par René Wintzen, membre du B.I.L.D. à partir de 1953, se tournent vers la littérature contemporaine en général avec «une ambition (...) plus limitée, plus informative, plus professionnelle»<sup>19</sup>. Les lieux alternent entre la France

<sup>17</sup> Peterich, Thèmes d'un dialogue franco-allemand, in: *Documents*, 8 (1947), 506.

<sup>18</sup> Michel Guervel, *France-Allemagne ou on ne fait pas la paix tout seul*, in: *Incroyance et Foi*, 60 (1991-1992), 19.

<sup>19</sup> René Wintzen, *Les rencontres franco-allemandes d'écrivains (1945-1984)*, in: *Allemandes d'aujourd'hui*, 2 (1990), 100; et entretien du 18 septembre 1996.

et l'Allemagne, avec une régularité annuelle pour les années cinquante. Les thèmes discutés sont parfois précis, comme à Vézelay où la rencontre de 1956 est consacrée au «nouveau roman», parfois beaucoup plus généraux: en 1957, le thème porte sur la signification de l'engagement littéraire. Par ailleurs, tout un ensemble de rencontres entre professionnels se développe: elles commencent par des rencontres de journalistes français et allemands à partir de 1949, puis ce sont des rencontres patronales (autour du thème du droit de la co-gestion à Lille en 1950). Progressivement, la spécialisation qui s'opère entraîne la modification même de l'appellation. Au début des années cinquante, les brochures du B.I.L.D. mentionnent de plus en plus fréquemment des sessions d'études thématiques en même temps que l'activité des voyages de petits groupes professionnels français en Allemagne se multiplient<sup>20</sup>.

À côté de cette importante activité en matière de rencontres, le B.I.L.D. est à l'origine de la création de deux revues jumelles spécifiquement consacrées au dialogue franco-allemand. Ici encore, des expériences préalables avaient déjà vu le jour comme la *Deutsch-französische Rundschau* et la *Revue d'Allemagne* à la fin des années vingt<sup>21</sup> ou les *Deutsch-französische Monatshefte/Cahiers franco-allemands* dans les années trente<sup>22</sup>. Elles avaient comme objectif de dépasser les préjugés pour mettre à la disposition du public des sources d'informations fiables, non partisans<sup>23</sup>(si l'on accepte de croire à la présentation faite par F. Bran et O. Abetz de leur initiative) et variées sur la réalité de l'autre pays; projet que l'on retrouvera dans les revues du B.I.L.D. Mais leur histoire s'était arrêtée avec l'arrivée au pouvoir de Hitler ou la guerre et elles étaient restées largement confidentielles. Cet héritage sera repris par le B.I.L.D. tout en lui conférant une dimension supplémentaire avec un travail approfondi en vue de la réconciliation franco-allemande. Le choix de la revue comme mode d'intervention centrale est loin d'être neutre et permet de dépasser les limites qu'imposent une action ponctuelle et resserrée comme les rencontres. Elle ne se contente pas d'informer, mais propose une approche réflexive, un mode interprétatif de l'événement<sup>24</sup>,

<sup>20</sup> Lettres aux amis du B.I.L.D., 1 à 10 (1952-1955). AFOAA/AC (302-1a).

<sup>21</sup> Béatrice Péliissier, Un dialogue franco-allemand de l'entre-deux-guerres. La «Deutsch-französische Rundschau» et la «Revue d'Allemagne», thèse, Paris IV 1991-1992.

<sup>22</sup> Michel Grunewald, Le «couple France-Allemagne» vu par les nazis. L'idéologie du rapprochement franco-allemand dans les *Deutsch-französische Monatshefte/Cahiers franco-allemands* (1934-1939), in: Bock/Meyer-Kalkus/Trebitsch (dir.), *Entre Locarno et Vichy*, op. cit. (note 16), 131-147.

<sup>23</sup> Si l'on s'en tient, bien sûr, à la présentation qu'en font les organisateurs. À propos des rencontres organisées par F. Bran et O. Abetz, M. Grunewald relève par exemple combien ce discours cache d'évidents présupposés idéologiques. Cf. Grunewald, *Le «couple France-Allemagne»*, op. cit.

<sup>24</sup> Olivier Corpet, *La revue*, in: Jean-François Sirinelli, *Histoire des droites en France*, Paris 1992.

fondé à la fois sur l'individualité et la collectivité. Elle incarne de plus le modèle d'intervention intellectuelle le plus valorisé dans le champ intellectuel français, tout en étant une forme assez facile à mettre en œuvre. Structure légère, elle favorise le regroupement autour d'un projet de longue durée. Elle est un lieu de sociabilité, de rencontres et d'offres de rebondissement. Elle est aussi une forme de communauté habitée par un idéal, comme dans le cas du B.I.L.D. et de la revue *Documents*. D'autre part, elle incarne matériellement la réalité de son projet. Dans le cas du franco-allemand, elle s'investit d'un statut de médiatrice.

Les revues *Documents* et *Dokumente* sont créées en juillet 1945 à Offenbourg. Nous nous intéresserons ici essentiellement à *Documents*, destinée au public français<sup>25</sup>. À l'origine, la revue se présente comme une compilation de documents allemands traduits en français (documents ecclésiastiques, articles...). Elle s'inspire des *Dossiers de l'Action populaire*, composés de feuillets non brochés et indexés, afin de permettre un classement par thèmes, au travers des différentes parutions<sup>26</sup>. Son projet est inscrit sur la dernière page de chaque livraison:

«Au lendemain du conflit qui a opposé les peuples, ceux-ci ont éprouvé le besoin de reprendre des échanges culturels trop longtemps interrompus. De ce besoin, senti en particulier par certains milieux chrétiens, est né le B.I.L.D. avec ses deux revues:

DOCUMENTS publie chaque mois, en français, une série d'études traduites et originales sur les problèmes d'Allemagne, d'Autriche et d'Europe centrale.

DOKUMENTE parallèlement, se propose d'informer le public allemand des grands courants de la pensée française et mondiale.

Un service de librairie est mis à la disposition de nos lecteurs. Des fichiers bibliographiques régulièrement tenus à jour, ainsi qu'un réseau de correspondants, nous permettent d'indiquer sur les questions d'ordre spirituel, culturel, social, les livres et articles récemment parus, surtout en français et en allemand.

Un service de rencontres et d'échanges internationaux organise régulièrement des sessions et rencontres internationales. Il est à la disposition des mouvements et groupements pour les mettre en relations avec des organismes correspondants en Allemagne».

L'équipe initiale est composée de jésuites français présents sur place, les RR. PP. Jean Weydert et Roger Heckel, tous deux Alsaciens. Dans la revue jumelle, *Dokumente*, créée au même moment, des textes français sont traduits en allemand selon le même principe. L'essentiel des textes traduits sont d'origine catholique: mandement de carême, lettre épiscopale...

<sup>25</sup> Il ne s'agit pas de revues jumelles dans le sens où l'une serait la traduction de l'autre. Bien au contraire, chacune a un comité de rédaction autonome même si le rédacteur en chef de l'une participe systématiquement à l'autre. Dans la mesure où *Dokumente* est largement produite par une équipe allemande à destination d'un public allemand, nous avons estimé qu'elle posait des problèmes qui relevaient du champ intellectuel allemand et des enjeux politiques intérieurs qu'il n'est pas lieu de traiter ici.

<sup>26</sup> Cf. Droulers, *Politique sociale*, op. cit. (note 12).

La revue est à l'origine une entreprise artisanale, réalisée par des amateurs. Jean du Rivau fait le projet de constituer une équipe plus professionnelle, tout en continuant à intégrer régulièrement des jésuites (les RR. PP. Luc-Antoine Boumard et Michel Guervel en particulier). Après avoir lu dans *Le Figaro* des articles d'Antoine Wiss-Verdier sur les camps de prisonniers allemands en Afrique du Nord, il lui écrit pour lui proposer de venir s'installer à Offenbourg. Celui-ci accepte et l'arrivée de ce journaliste professionnel transforme progressivement la revue. S'y adjoignent de jeunes lecteurs de «culture populaire» dépendants à l'origine des services de l'occupation française en Allemagne, Jean Duplex en 1946 et René Wintzen en 1948<sup>27</sup>. Peu à peu, *Documents* s'émancipe de sa forme initiale pour prendre l'allure d'une revue plus traditionnelle. Depuis le dernier numéro de l'année 1946, le recto de la page de couverture indique la volonté de la revue de présenter «une série d'études, traduites ou originales». Les premiers articles directement écrits en français apparaissent la même année: le R.P. Luc-Antoine Boumard, directeur de la rédaction, sur le problème polonais et Jean Duplex sur les jeunes ouvriers chrétiens. Par ailleurs, la présence de textes d'auteurs allemands reste très importante et même longtemps majoritaire. Progressivement est adoptée la solution du numéro thématique. En 1948, la formule du dossier central est thématique, complétée par des rubriques régulières («La conjoncture politique» par Antoine Wiss-Verdier; «Le livre du mois»; «Lettres et arts», dirigée par René Wintzen; «La conjoncture économique») et quelques articles hors dossier paraît bien en place. Cependant, à partir de 1952, la revue décide de limiter les numéros à thème afin de mieux rendre compte de «la complexité de la situation des deux Allemagnes». Les dossiers ne feront plus l'objet que de numéros particuliers liés à un événement, comme les anniversaires de fondation de la revue qui donnent l'occasion d'une livraison consacrée aux relations franco-allemandes.

Aux côtés de l'équipe de la revue, de nombreux auteurs extérieurs français participent à sa mise en œuvre. Des personnalités comme Louis Clappier, Bernard Lahy ou Jean Moreau écrivent dans *Documents* tout en appartenant aux services français d'occupation. On trouve également la signature d'Alfred Grosser. Les articles de fonds, bien documentés et synthétiques sont toujours présents, tout comme l'habitude de faire intervenir des auteurs allemands. Les articles et les textes traduits constituent un fonds de commerce important, puisqu'il fonde la prétention de la revue à se constituer en instrument, à la fois d'information capitalisable et de médiation. Les articles plus sensibles à l'actualité et les rares éditoriaux signés par la rédaction (en 1951, au moment des débats sur le réarmement allemand par exemple) sont destinés à donner le cadre interprétatif global, largement orienté vers une tendance «européenne et

<sup>27</sup> Entretien avec René Wintzen, 16.9.1996.

*fédéraliste*»<sup>28</sup>. Si les différents témoins insistent sur la pluralité des positions des auteurs, elles ne s'en définissent pas moins dans le cadre d'un catholicisme plutôt de gauche, favorable de plus en plus nettement à la construction européenne et à l'œuvre de rapprochement impulsé par une partie des services culturels français en Allemagne. Revue d'information certes, mais aussi revue militante, *Documents* et sa sœur *Dokumente* jouent bien leur rôle pivot entre les expériences du terrain, la diffusion de l'information et la définition des formes que doit prendre le rapprochement entre les deux peuples. Elles s'inscrivent dans des mouvements catholiques qui se revendiquent comme tels, même si la référence à la hiérarchie n'est que rarement mentionnée. En ce sens, le B.I.L.D. et ses revues affichent la couleur et nouent des liens étroits avec les milieux catholiques allemands.

#### *Le rapprochement franco-allemand dans une nébuleuse chrétienne*

Si l'initiative du R.P. du Rivau porte l'estampille de son fondateur et se revendique d'une certaine forme du catholicisme, elle n'en est pas pour autant la seule à se prévaloir d'une telle référence. Le travail des catholiques en faveur du rapprochement franco-allemand s'incarne également dans des lieux et des actions qui ne mettent pas en avant l'attachement confessionnel et surtout qui permettent la rencontre entre chrétiens, hors de toute Église. C'est en effet en dépassant l'étiquette de catholiques et en œuvrant aux côtés d'individus ayant des sensibilités proches, que les militants du rapprochement franco-allemand vont atteindre le maximum d'efficacité. À ce titre, on peut parler de nébuleuse chrétienne, groupe aux contours imprécis, qui ne se réclame pas officiellement d'une confession particulière mais qui partage des valeurs identiques. Cette plasticité du groupe va permettre de diffuser de façon durable les actions entreprises en faveur du rapprochement franco-allemand.

Aux côtés du B.I.L.D., une seconde association destinée à favoriser le rapprochement franco-allemand voit le jour autour d'Emmanuel Mounier: le Comité français d'Échanges avec l'Allemagne nouvelle (C.F.E.A.N.), créé en 1948 à Paris. Les conditions de création du Comité ne sont pas véritablement élucidées. Dans ses mémoires, Alfred Grosser raconte que l'initiative vient directement de Mounier qui «voulait réunir des hommes de tous horizons acceptant les principes de l'action à mener»<sup>29</sup>. À l'origine on peut y voir la marque laissée par Joseph Rovani qui défend le principe d'une responsabilité française dans l'avenir de l'Allemagne, par le biais de son article, «L'Allemagne de nos mérites», publié dans *Esprit*

<sup>28</sup> Anspranger, Que s'est-il passé à Überlingen?, in: *Documents* 4 (1985), 77.

<sup>29</sup> Alfred Grosser, Une vie de Français. Mémoires, Paris 1997, 52.



en octobre 1945<sup>30</sup>. À cette époque, celui-ci assure le secrétariat de rédaction de la revue par intérim<sup>31</sup> et se trouve donc proche de Mounier, susceptible de le sensibiliser aux besoins de la cause franco-allemande. La rencontre entre les deux hommes a eu lieu en 1941 à Lyon par l'intermédiaire de Jean-Marie Soutou, et depuis J. Rován est très proche de l'équipe de la revue.

En fait, il est difficile de se prononcer sur l'influence réelle de Joseph Rován. La question allemande avait intéressé l'équipe d'*Esprit* dans les années trente, en particulier sous l'angle de la remise en cause de la République parlementaire<sup>32</sup>. Même s'il s'agissait plus de dénoncer les faiblesses françaises que de s'intéresser au phénomène national-socialisme, les articles consacrés à l'Allemagne sont nombreux jusqu'en 1939<sup>33</sup>. Au printemps 1940 encore, Mounier envisage la préparation d'un numéro spécial sur «la réalité totale et vivante de l'Allemagne»<sup>34</sup>. Au lendemain de la guerre, il prend la plume pour mettre en garde contre une politique d'occupation visant à écraser le peuple allemand<sup>35</sup>. Par ailleurs, il reprend la notion de responsabilité contenue dans l'article de Rován pour un article du *Figaro littéraire* publié en 1948: «Allemagne, responsabilités France»<sup>36</sup>. Il voyage en Allemagne en 1947, assiste au second congrès international de la jeunesse à Munich avec Joseph Rován et Jean-Marie Domenach en juin 1948<sup>37</sup>. On peut supposer que l'intérêt de Mounier pour l'Allemagne est profond et qu'il trouve en Joseph Rován un relais efficace.

Pour fonder son Comité, Mounier se tourne d'abord vers les deux jeunes gens: Domenach est nommé trésorier mais Rován doit se récuser car il vient d'accepter la responsabilité du bureau d'éducation populaire de la D.E.P. à Baden-Baden et les statuts de la future association prévoient que ne pourront y participer les membres des administrations en charge de l'occupation. Ce n'est qu'après son départ d'Allemagne qu'il rejoindra le Comité en 1951. Ils sont les seuls, hormis Mounier lui-même, parmi les collaborateurs réguliers de la revue *Esprit* à participer à l'initiative. En fait la véritable cheville ouvrière du Comité est Alfred Grosser, jeune

<sup>30</sup> Michel Winock, Histoire politique de la revue «Esprit», 1930-1950, Paris 1975, 246-247.

<sup>31</sup> Il remplace Jean-Marie Domenach qui a demandé une année de liberté à Mounier pour pouvoir préparer l'agrégation.

<sup>32</sup> Cf. Winock, Histoire politique, op. cit. (note 30).

<sup>33</sup> Pierre de Senarclens, L'image de l'Allemagne dans la revue *Esprit*, in: Relations internationales, 2, (1974), 123-145.

<sup>34</sup> Carte postale à F. Aubier, mars 1940, in: Bulletin des amis d'Emmanuel Mounier, 2, (1984), 28.

<sup>35</sup> Pour une politique allemande, in: *Esprit* (mars 1945); «Devant le désespoir allemand», in: *Esprit* (mai 1945).

<sup>36</sup> Le *Figaro littéraire* (21.8.1948).

<sup>37</sup> Christiane Falbisaner, Emmanuel Mounier et l'Allemagne, in: *Revue d'Allemagne*, 2 (1989), 261.

agrégé d'allemand, présenté à Mounier par le germaniste Joseph-François Angelloz.

Le Comité rassemble en premier lieu les catholiques engagés dans le rapprochement franco-allemand. Parmi ses membres figure le père du Rivau, créateur du B.I.L.D. Mais bien au-delà de la présence du Jésuite, les réseaux catholiques déjà liés à *Esprit* dans les années trente et renforcés, voire développés, durant l'Occupation et la Résistance, se retrouvent mobilisés au sein du Comité. Le plus souvent il s'agit d'anciens lecteurs d'*Esprit*<sup>38</sup> mais aussi de *Sept*, *Temps Présent*, *La Vie Intellectuelle*, *L'Aube* et d'anciens jécistes. Renée Bédarida a mis en évidence la cohésion de ce groupe de catholiques, qui prennent avant-guerre des positions en rupture avec les positions dominantes du catholicisme français. Animant dès la fin des années trente, une réflexion sur la nécessaire régénération de la France (dans *Le Voltigeur* ou les «Nouvelles Équipes françaises» de *L'Aube*) et relativement bien informés par leurs revues sur les réalités du nazisme, ces catholiques se retrouvent dans ces activités de résistance, où au-delà de la lutte contre le nazisme, le refus de la Révolution nationale induit une volonté de réfléchir à l'avenir du pays<sup>39</sup>. Ils y ont découvert des groupes protestants dont ils se sentent finalement plus proches que de la hiérarchie compromise avec le régime<sup>40</sup>. À l'issue de l'occupation, les solidarités résistantes ont renforcé les liens antérieurs et validé la conception du christianisme qui en était à l'origine. Il est donc sans surprise de voir Mounier proposer à certains membres de ces groupes de participer au Comité<sup>41</sup>. Il s'agit par ailleurs de personnalités ayant montré un intérêt particulier pour l'Allemagne. En sollicitant les principaux d'entre eux, il affirme, sans l'écraser par le nombre, l'importance de la pensée chrétienne à la base de cette action.

Il s'agit d'abord des Dominicains de La Tour-Maubourg, éditeurs de la *Vie Intellectuelle* et responsables des éditions du Cerf avec lesquels les liens étaient nombreux dès les années trente<sup>42</sup>. Emmanuel Mounier connaît bien le R.P. de Maydiou, directeur de la revue<sup>43</sup>, qu'il a retrouvé dans la région lyonnaise en 1941, quand le Dominicain devient le second aumônier de l'École des cadres d'Uriage. En invitant Maydiou à participer à son Comité, Mounier n'a pas seulement pris en compte l'intérêt

<sup>38</sup> La revue a été interdite en 1941.

<sup>39</sup> Renée Bédarida, Des Chrétiens qui veulent assumer dans la vie publique leurs responsabilités de croyants, in: *Prémices et essor de la Résistance*. Edmond Michelet, Paris 1983.

<sup>40</sup> Cf. Etienne Fouilloux, Les Catholiques et l'unité chrétienne du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Itinéraires européens d'expression française, Paris 1982, 439s.

<sup>41</sup> L'importance des anciens résistants dans le Comité est soulignée par Alfred Grosser, *L'Allemagne de l'Occident*, Paris 1953, 187; et Joseph Rován, *France-Allemagne: deux nations, un avenir*, Paris 1988, 152.

<sup>42</sup> Aline Coutrot, *Un courant de la pensée catholique: Sept*, Paris 1961.

<sup>43</sup> Cf. Mounier et sa génération. *Lettres, Carnets et inédits*, Paris 1956, 76.

dont le Dominicain fait montre pour les problèmes allemands mais aussi la position générale de *La Vie intellectuelle* vis-à-vis de l'Allemagne. À la mort de Maydiou en 1955, le comité de rédaction d'*Allemagne* intègre son successeur, le R.P. Chartier, soulignant ainsi que c'est la revue toute entière qui est invitée à participer.

C'est aussi la dimension œcuménique qui est valorisée avec la présence au Comité d'Albert Finet d'André Philip. Durant son exil lyonnais, Mounier est en liaison avec le groupe à l'origine des *Cahiers du Témoignage chrétien*, mouvement de résistance spirituelle auquel participent le R.P. Chaillet et Robert d'Harcourt. L'équipe de *Témoignage Chrétien* a la volonté de mettre en pratique l'œcuménisme et ouvre ses pages aux protestants. Parmi les signatures, on trouve le nom du Pasteur Albert Finet, ami d'André Philip qu'il a connu à la Fédération des étudiants protestants<sup>44</sup>. En 1945, Finet a pris la plume en faveur d'une solution spirituelle au problème allemand<sup>45</sup>. Il a d'autre part montré un intérêt personnel pour le rapprochement franco-allemand en participant à la rencontre de Royaumont organisée par le B.I.L.D. en 1947. Il sera l'un des fondateurs du Conseil fraternel franco-allemand<sup>46</sup>. Dans l'hebdomadaire *Réforme* qu'il fonde en 1945, il donne une large place à l'information sur l'Allemagne. Si les problèmes du protestantisme allemand y sont traités de façon privilégiée, les questions économiques, sociales et politiques ne sont pas pour autant négligées. On trouve également au sein du C.F.E.A.N. André Philip, vieille connaissance de Mounier, protestant engagé dans la construction européenne.

Les catholiques et les protestants ne sont cependant pas les seuls membres du Comité fondé par Mounier. On y retrouve aussi des hommes dont il fut proche durant la résistance, comme Claude Bourdet, Henri Frenay et Rémy Roure; mais aussi des intellectuels comme Jean Schlumberger qui fut l'un des fondateurs de la N.R.F. et actif militant du rapprochement franco-allemand dans les années vingt ainsi que des germanistes comme Edmond Vermeil, Robert d'Harcourt et Robert Minder. Dresser un tableau simplifié des membres du Comité semble une entreprise complexe au premier abord. Son recrutement a comme première caractéristique d'intégrer toutes les personnalités intéressées au rapprochement franco-allemand bien évidemment. Cependant, lorsque l'on observe les caracté-

<sup>44</sup> Les débuts de *Réforme*, hebdomadaire protestant. Interview du Pasteur Finet par Pierre Bolle, in: Montclos (dir.), *Églises et Chrétiens*, op. cit. (note 8), T. 2, 509.

<sup>45</sup> Voix d'Allemagne, in: *Réforme* (19.5.1945). Auparavant, il avait écrit un article: Y a-t-il trois sortes de criminels de guerre?, in: *Réforme* (31.3.1945), dans lequel il dénonçait la distinction entre une bonne et une mauvaise Allemagne.

<sup>46</sup> Conseil franco-allemand protestant fondé à Spire en juin 1950 auquel participe également André Philip. Cf. Daniela Heimerl, *Les Églises évangéliques et le rapprochement franco-allemand dans l'après-guerre: le Conseil fraternel franco-allemand*, in: *Revue d'Allemagne* 4 (1989), 591-609.

ristiques de tous ses membres, des similitudes se font jour. Ils sont en grande majorité proche du mouvement personnaliste animé par Mounier et qui tire ses fondements du christianisme. Pour la majorité d'entre eux, la dimension confessionnelle de leur action est non négligeable, même s'ils ne revendiquent pas toujours leur engagement en tant que chrétien. La composition du Comité permet de dessiner les contours d'une nébuleuse franco-allemande. La polarisation du champ intellectuel est sans doute sa dimension la plus remarquable, d'autant qu'elle s'inscrit dans la continuité des pratiques d'avant-guerre dans lesquelles les écrivains occupaient une place centrale: les grandes figures intellectuelles de la Libération y participent, même si c'est de façon plutôt épisodique. Dans un second temps, c'est l'importance des réseaux catholiques qui est la plus sensible, et cela à nouveau dans une filiation très nette avec les expériences précédentes. La grande nouveauté d'après 1945 et la force d'*Esprit* réside dans cette capacité à réunir les deux grandes traditions du rapprochement franco-allemand, intellectuelle et catholique.

L'action du Comité d'Emmanuel Mounier reprend dans ses grandes lignes les réalisations du B.I.L.D., organisation avec laquelle il travaille d'ailleurs étroitement. À Paris, il organise des rencontres, des conférences, centralisent les demandes d'échanges individuelles et favorisent les contacts entre les Français désireux de connaître l'Allemagne et les personnes susceptibles de les informer. Il publie également un bulletin, *Allemagne*, dont les objectifs rappellent là encore ceux des revues créées par le père du Rivau d'améliorer les relations franco-allemandes. Il ne s'agit cependant pas d'une véritable revue, mais plutôt d'un bulletin informatif de petite dimension. Son objet principal est de publier des récits des rencontres franco-allemandes (maires, jeunesse, juristes, journalistes, catholiques...), des récits de voyages ou de stages; mais aussi de présenter toutes les associations qui se créent, de donner des adresses et des renseignements techniques. C'est un véritable secrétariat des échanges franco-allemands qui permet aux Français et aux Allemands qui le souhaitent d'avoir une vue très complète des réalisations en matière de rapprochement franco-allemand. Très peu d'articles portent sur la seule Allemagne, malgré des numéros spéciaux sur la Sarre (décembre 1949) et sur les réfugiés (août-septembre 1950). L'angle d'approche est généralement comparatiste, et les relations franco-allemandes y tiennent une place centrale.

#### *Les raisons du succès des catholiques dans le rapprochement franco-allemand*

Ces deux initiatives privées, le B.I.L.D. et le C.F.E.A.N., malgré leurs relais en France par l'intermédiaire des revues comme *Esprit*, les *Études* ou la *Vie intellectuelle*, n'auraient pu prendre une dimension aussi impor-

tante si elles n'avaient bénéficié de soutiens très conséquents de la part de l'administration française en Allemagne occupée et du quai d'Orsay. C'est en effet grâce au financement public qu'elles ont pu survivre et se développer, jusqu'à occuper une place centrale dans le rapprochement franco-allemand. Position d'autant plus importante que lorsque, le statut d'occupation disparaissant, les actions publiques iront en diminuant, ces deux organismes finiront par incarner à eux seuls le rapprochement franco-allemand à la fin des années cinquante.

N'ayant comme ressources que les abonnements à ses revues, le B.I.L.D. est incapable de subvenir aux besoins de son équipe de collaborateurs et aux frais qu'implique l'organisation de diverses manifestations. Jusqu'en 1950, le père du Rivau obtient une subvention qui émane directement du commandant en chef en Allemagne, complétée par une enveloppe mensuelle de la Direction de l'Éducation publique (D.E.P., Mayence) prélevée sur les fonds de la propagande. Grâce aux conditions de l'occupation, l'équipe d'Offenbourg bénéficie des facilités offertes par la présence de l'armée. Elle reçoit des logements réquisitionnés, profite de l'économat, de la gratuité des transports ferroviaires et d'autres avantages en nature, dont il est impossible de restituer la comptabilité. Jusqu'en 1951, les demandes d'argent et leurs versements donnent le sentiment d'une réponse souple et généreuse aux aléas du quotidien. Les rentrées peuvent avoir des provenances diverses et ne font pas obligatoirement l'objet d'échanges de courriers officiels. À partir d'avril 1951, la réorganisation des services liée aux transformations du statut d'occupation rend la situation plus compliquée. La rupture du début des années cinquante est particulièrement sensible pour les associations bénéficiant jusque-là des libéralités des services d'occupation. En effet, c'est le Quai d'Orsay qui devient le premier dispensateur des subventions et n'entend pas y consacrer des sommes à la hauteur de celles attribuées par l'administration d'occupation<sup>47</sup>. Chaque année, les fonctionnaires en poste à Mayence doivent justifier auprès de l'administration parisienne des subventions qu'ils fournissent aux initiatives privées. Ils prennent soin de souligner, à cette occasion, l'étroitesse des liens qu'ils entretiennent avec lui et «*rappelle[nt] que le B.I.L.D. exerce des activités en complet accord avec cette direction générale et reçoit de [lui] une importante subvention*»<sup>48</sup>. Malgré cette insistance, les crédits finalement accordés ne portent que sur la moitié environ de la somme demandée. Pour tenter de

<sup>47</sup> Jusqu'au début des années cinquante, l'administration française en Allemagne bénéficiait des frais d'occupation payés en marks et qu'elle utilisait largement pour son action culturelle. Avec les transformations de l'occupation, c'est au Quai d'Orsay de supporter cette charge pour laquelle il ne reçoit pas de fonds spéciaux.

<sup>48</sup> Lettre de la D.G.A.C. à la D.G.R.C., 7 février 1953. Ministère des Affaires Étrangères (MAE), Relations Culturelles (1948-1955)/III (42).

pallier cette diminution, des montages financiers sont préparés par l'équipe du B.I.L.D., puis retravaillés par l'administration de Mayence qui les transmet ensuite à Paris. À quelques exceptions près<sup>49</sup>, c'est par une action conjointe des membres de l'association privée et de l'administration publique que sont obtenus les crédits nécessaires à la poursuite du travail du B.I.L.D. Cette même question du financement se retrouve dans le cas du C.F.E.A.N. Elle bénéficie lors de sa création de subventions des différents services culturels, tant en Allemagne qu'au Quai d'Orsay. Installé à Paris, le Comité dispose de ses meilleurs soutiens au ministère des Affaires étrangères. Dans la conjoncture de restrictions budgétaires du début des années cinquante, les membres de la Direction générale des Affaires culturelles du Quai demandent à l'administration de Mayence de poursuivre son effort de financement pour l'association, insistant sur l'importance d'une action qui fonctionne étroitement en liaison avec les projets publics<sup>50</sup>.

Fortes de ces années de travail commun avec les administrations françaises, les deux associations estiment pouvoir réclamer légitimement le prolongement du soutien financier après les transformations du début des années cinquante. Elles se proposent alors pour incarner la pérennité d'une action remise en cause par les modifications administratives. Incontestablement, elles coûtent moins cher que le maintien des services, tout en étant en mesure de proposer une offre similaire. Bon an, mal an, elles obtiennent durant toutes les années cinquante les crédits nécessaires à leur survie et à la perpétuation de leurs activités et finalement se trouvent incarner à elles seules la poursuite d'une action de rapprochement franco-allemand qui avait été menée parallèlement avec l'administration française.

Cette imbrication financière n'est pas la résultante d'une simple conjoncture favorable, à savoir une administration disposant d'une manne issue des frais d'occupation et dont elle aurait largement fait bénéficier toutes les initiatives existantes. Le choix de soutenir jusqu'au bout les deux associations engagées dans l'effort de rapprochement franco-allemand est lié à l'intime imbrication qui existe depuis l'origine entre l'action privée et une partie de l'action publique. Cette proximité part d'une même appréhension des domaines d'intervention et des formes à donner aux réalisations. Quand on fait le tableau des différentes initiatives françaises de la fin des années quarante et du début des années cinquante, il est très difficile de les classer en deux groupes autonomes relevant respectivement de l'action publique et de l'action privée. Il ne s'agit cependant pas d'un programme élaboré à l'avance et dont la réalisation serait

<sup>49</sup> De rares fonctionnaires français estiment que le B.I.L.D. coûte trop cher et lui en font la remarque, mais sans pour autant s'opposer formellement à ses demandes.

<sup>50</sup> Lettre de Jean Baillou à la D.G.A.C., 23 novembre 1953. MAE/RC/III (43).

partagée entre les deux pôles mais plutôt d'une convergence et d'une complémentarité de l'action qui dépassent largement le cadre de l'aide financière évoquée précédemment. Jean Moreau, chef du service des rencontres internationales de la Direction de l'Éducation publique (D.E.P.) de Mayence, est présent aux rencontres d'écrivains organisées par l'équipe du B.I.L.D. en 1947 à Lahr. Joseph Rovon, qui dirige le bureau de culture populaire, sert d'interprète improvisé à la même occasion. Quant aux premières réalisations du service des rencontres de la D.E.P., elles auraient reçu des organismes privés le soutien que leur refusaient les autres composantes de l'administration française<sup>51</sup>. On peut prendre l'exemple de la trajectoire de François Bourel, jeune étudiant lyonnais recruté en 1950 par Jean Moreau pour diriger le centre de rencontres de Spire et prendre en charge l'organisation de la rencontre de Jeunesse de la Lorelei de 1951. À l'issue de celle-ci, les membres du B.I.L.D., avec lesquels il travaille depuis son arrivée, lui proposent la succession du père du Rivau.

Les «échanges matériels» entre les deux secteurs sont plus égalitaires que ne le laisserait supposer le mode de financement public. En effet, les organismes privés fournissent un support sans commune mesure. Il s'agit d'abord d'infrastructures: le centre d'Offenbourg, où est installé le B.I.L.D., fonctionne comme une plaque tournante. Équipé d'un centre d'information, d'un fichier d'adresses mais aussi d'une certaine capacité d'hébergement, on y rencontre des personnalités très variées qui y font étapes (religieux, étudiants, journalistes, syndicalistes...)<sup>52</sup>. Sa situation frontalière sur un nœud ferroviaire en fait un passage obligé, en particulier pour tous ceux qui désirent gagner le nord de l'Allemagne<sup>53</sup>. Son équipe se charge de l'organisation logistique d'un certain nombre de rencontres et en particulier des prises de contacts. Enfin, ses revues offrent un relais à l'action des services français. D'une façon identique, l'administration de Mayence a recours fréquemment au C.F.E.A.N. pour mettre en place les échanges individuels qu'elle veut promouvoir. Celui-ci dispose d'un fichier et de correspondants régionaux qui lui permettent de communiquer les coordonnées de Français désireux de participer à ce type d'activité. Alfred Grosser, secrétaire du Comité, affirme cette communauté d'action. De retour de mission dans la Zone française d'occupation en 1950, il conclut son rapport en insistant sur le fait que son voyage semble

<sup>51</sup> Jean Moreau, Les aspects particuliers de la politique d'occupation française dans les domaines de la jeunesse et de l'éducation populaire, in: Jérôme Vaillant (dir.), La dénazification par les vainqueurs, Lille 1981, 23.

<sup>52</sup> Entretien avec le R.P. Guervel, 26.9.1996.

<sup>53</sup> Cf. par exemple: René Wintzen, L'influence de personnalités, d'institutions et d'initiatives privées sur la politique culturelle française en Allemagne après 1945, in: Franz Knipping/Jacques Le Rider (dir.), Frankreichs Kulturpolitik in Deutschland, 1945-1950, Tübingen 1987, 338.

«avoir montré une nouvelle fois à quel point l'action de vos services et celle du comité sont étroitement liées, tout en étant chacune indispensable dans son genre»<sup>54</sup>

Cette communauté d'esprit se traduit à certaine occasion par une confusion mal acceptée par les organismes extérieurs. En novembre 1949, le directeur de l'O.N.U.E.F., organisme chargé d'organiser les échanges scolaires et universitaires à Paris, se plaint auprès de Mayence d'avoir appris

«récemment avec quelques surprises par la lecture du *BUS* (1er novembre) et du bulletin *Allemagne*<sup>55</sup> (1er octobre) que de nouveaux postes de lecteurs allaient être créés en Allemagne. Je regrette de ne pas en avoir été averti directement.

Comme les candidats étaient invités à s'adresser directement à la rédaction de *Allemagne*, 27 rue Jacob, Paris, je priais M. Grosser de me faire savoir qui l'avait chargé de se substituer à l'Office des universités dans la prospection des candidatures. Il me répondit qu'il n'avait fait qu'insérer un communiqué transmis et rédigé par M. Jean Moreau. (...) Je me permets de vous faire remarquer que cette initiative va à l'encontre de la procédure qui avait été suivie jusqu'ici et des engagements qui avaient été pris de part et d'autre»<sup>56</sup>.

À l'origine de ce travail commun se trouve la volonté de proposer une nouvelle forme d'action culturelle, que les différents acteurs estiment plus apte à favoriser le rapprochement franco-allemand. Loin des choix traditionnels du Quai d'Orsay, tournés vers la diffusion de la langue française et de la culture classique, une partie non négligeable des agents en poste à Mayence décide de développer les secteurs de la jeunesse, de la culture populaire, des rencontres professionnelles mais aussi les cin-clubs, les confrontations entre cadres des mouvements de jeunesse. Derrière cette volonté d'élargir les publics participants aux relations culturelles, se profile également la volonté d'ouvrir l'espace de la culture concernée. Bien loin des classiques humanités et des beaux-arts, la culture au centre des actions menées concerne tous les pans de la société, de l'économie et de la vie politique française. Cette identité très forte découle directement de la cohérence du groupe des acteurs engagés dans le rapprochement franco-allemand, qu'ils soient membres de l'administration ou des initiatives privées. Ils ne se contentent pas de travailler ensemble, ils partagent plus largement un engagement à dimension chrétienne et l'appartenance à une même communauté de pensée. Les administratifs qui entretiennent des liens étroits avec le B.I.L.D. ou le Comité d'E. Mounier sont très majoritairement catholiques. Ils sont lecteurs d'*Esprit*, nom-

<sup>54</sup> Rapport pour la D.G.A.C., établi par A. Grosser (23.2.1950) à la suite d'un voyage en Allemagne du 10.-15.2.1950, et «destiné à développer les échanges franco-allemands». MAE/RC/II (27).

<sup>55</sup> Il s'agit de la publication du Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle.

<sup>56</sup> Lettre de J. Denis, directeur-adjoint de l'O.N.U.E.F. au directeur général des Affaires culturelles à Mayence, du 28.11.1949. Archives nationales /70 AJ (33).

breux ont eu une expérience durable dans les mouvements de jeunesse catholiques. S'y ajoutent progressivement des liens familiaux avec des mariages, des parrainages, des solidarités actives dans la suite de leurs carrières; ils s'aident les uns les autres à trouver des postes de retour en France. Les amitiés qui se nouent sont si étroites qu'aujourd'hui encore elles perdurent. Les entretiens avec les témoins présentent souvent des difficultés de décryptage: le temps ayant passé, ils ne se souviennent plus avec exactitude qui occupait à quelle époque une fonction dans l'un ou l'autre des secteurs.

Cette solidarité sur le terrain a porté ses fruits en matière de pérennisation de l'œuvre commune. Par deux biais parallèle, elle s'est imposée comme la véritable matrice du rapprochement franco-allemand de ces dernières décennies. Dans le domaine institutionnel, les acteurs issus de l'action privée et de l'action publique se sont retrouvés ensemble construire l'Office franco-allemand pour la Jeunesse à partir de 1963, dans le conseil d'administration duquel ils ont siégés de concert. Dans celui de la diffusion de leur action et de son inscription dans les mentalités, ils ont utilisé la puissance d'une revue comme *Esprit* et ses réseaux pour diffuser leurs réalisations. Mais c'est surtout deux d'entre eux qui ont donné à cette orientation largement chrétienne du rapprochement franco-allemand toutes ses lettres de noblesse. En effet, les deux grands spécialistes de l'Allemagne contemporaines et des relations franco-allemandes, Joseph Rovin et Alfred Grosser, sont des membres actifs de cette communauté. Si leur engagement catholique n'est pas toujours clairement mis en avant, il est cependant largement identifiable dans leurs écrits et le choix qu'ils ont fait de lieux de publications (*Esprit*, *Le Seuil*...) appartenant à cette mouvance du catholicisme progressiste. Ce sont eux qui dans les années cinquante sont devenus les véritables spécialistes de l'Allemagne en France.

Les catholiques français ont réussi après la Seconde Guerre mondiale à fédérer le double héritage de leurs pratiques antérieures et de celles des intellectuels également acteurs de la première période de rapprochement. Cette fusion a été rendue possible par l'action d'un ensemble de réseaux chrétiens dont la pierre angulaire est la revue d'Emmanuel Mounier, *Esprit*. La conjoncture spécifique de l'occupation, le caractère innovateur des actions menées sur le terrain et la réceptivité d'une partie des élites françaises au courant du catholicisme progressiste après 1945 ont permis aux catholiques d'occuper une place centrale dans le rapprochement franco-allemand d'après-guerre.

Dr. Emmanuelle Picard, 10 rue des fours, F-78520 Guernes  
(epicard@club-internet.fr)